

## L'Industrielle Alliance termine l'année 2009 en force : bénéfice record, rendement à la hausse, croissance marquée des affaires et solidité financière renforcée au quatrième trimestre

**Québec, le 12 février 2010** – L'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance » ou « la société ») termine le quatrième trimestre de 2009 avec un bénéfice net record aux actionnaires ordinaires de 67,4 millions de dollars. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,83 \$ et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 14,9 % sur base annualisée. La rentabilité du trimestre est largement supérieure à celle du quatrième trimestre de l'année précédente, alors que la société avait renforcé ses provisions mathématiques pour tenir compte, notamment, de la baisse prononcée des marchés boursiers et des taux d'intérêt, ce qui avait entraîné une perte pour le trimestre.

Le bénéfice du trimestre a notamment été favorisé par l'appréciation des marchés boursiers (ajout de 7,0 millions de dollars au bénéfice net de la société par rapport à celui attendu) et par l'évolution favorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (ajout de 5,3 millions de dollars au bénéfice net), mais a été quelque peu ralenti par une modeste perte liée au crédit (0,5 million de dollars après impôts). La revue de fin d'année des hypothèses d'évaluation n'a par ailleurs eu, comme prévu, aucune incidence significative sur les résultats (hausse des provisions mathématiques de 0,8 million de dollars après impôts).

Au chapitre de la croissance des affaires, les primes et dépôts ont bondi de 27 % au quatrième trimestre, par rapport à la période correspondante en 2008, pour atteindre 1,5 milliard de dollars. La hausse provient principalement des ventes de fonds distincts et de fonds mutuels, qui ont progressé à un rythme soutenu de 83 % au cours du trimestre, grâce principalement à la bonne performance des marchés boursiers en 2009.

« Nous sommes extrêmement satisfaits de ces résultats, a déclaré Yvon Charest, président et chef de la direction. Une gestion rigoureuse des risques, un suivi serré des placements, le maintien d'une solide capitalisation et une stratégie de croissance bien définie, équilibrée et réaliste ont tous contribué à ces excellents résultats. Le bénéfice est de plus revenu rapidement à son niveau d'avant crise. Le ratio de solvabilité dépasse notre fourchette cible. Notre marge de manœuvre pour absorber d'éventuels chocs des marchés boursiers reste toujours élevée. La qualité de nos placements est excellente. La croissance des affaires est de nouveau au rendez-vous. L'actif a atteint un nouveau sommet. Le dividende aux actionnaires ordinaires a été maintenu. Et nous avons continué à bâtir pour l'avenir en concluant deux acquisitions au quatrième trimestre et en terminant la mise sur pied d'une équipe locale autonome aux États-Unis. »

<b>Faits saillants</b>				
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>Quatrième trimestre</b>		<b>Année</b>	
	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	67,4	(110,2)	205,8	66,1
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,83 \$	(1,37 \$)	2,55 \$	0,82 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	14,9 %	(25,8 %)	11,9 %	4,0 %
Primes et dépôts	1 546,8	1 221,1	5 231,2	5 542,9
	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 septembre 2009</b>	<b>31 décembre 2008</b>	
Actif sous gestion et sous administration	58 406,6	56 737,6	49 472,2	
Ratio de solvabilité	208 %	197 %	199 %	
Placements douteux nets	13,0	15,3	8,8	
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,08 %	0,10 %	0,06 %	

## Faits saillants

Voici les faits saillants du quatrième trimestre.

*Changements d'hypothèses* – La revue de fin d'année des hypothèses d'évaluation n'a eu aucune incidence significative sur les résultats, celle-ci se soldant par un renforcement des provisions mathématiques de 1,1 million de dollars avant impôts (0,8 million de dollars après impôts, ou 0,01 \$ par action ordinaire).

Bien que la revue des hypothèses d'évaluation n'ait pas eu d'incidence significative sur les résultats, des déplacements importants de provisions mathématiques ont été effectués d'un bloc d'affaires à un autre afin de tenir compte de l'évolution du contexte économique et financier et de l'expérience de la société. Des provisions ont notamment été libérées pour tenir compte de l'amélioration de la mortalité dans le secteur de l'Assurance individuelle et de l'amélioration du rendement des placements, résultat de la hausse des marchés boursiers et de l'optimisation de l'appariement de la société. Ces libérations ont cependant été contrebalancées par des renforcements de provisions mathématiques pour tenir compte principalement de l'accroissement de la longévité des rentiers dans les secteurs des rentes (Rentés collectives et Gestion de patrimoine individuel), de la diminution des taux d'abandon des polices d'assurance individuelle, de la baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (« URR ») et, dans une moindre mesure, de la hausse des coûts unitaires dans le secteur de l'Assurance individuelle.

Quatre points supplémentaires sont à retenir concernant les changements d'hypothèses :

- Les résultats des récentes études de la société révèlent une amélioration sensible de la mortalité. Ces résultats sont conformes aux tendances observées dans les plus récents travaux de l'industrie, dont ceux de l'Institut canadien des actuaires. Cette amélioration a des effets importants, mais divergents, sur les différents secteurs d'activité de la société, bénéficiant au secteur de l'Assurance individuelle, mais nuisant à ceux des rentes (Rentés collectives et Gestion de patrimoine individuel). Au total, puisque les affaires d'assurance de la société sont beaucoup plus importantes que celles de rentes, la société bénéficie de l'amélioration de la mortalité. On sait de plus que la société conserve une plus grande proportion que l'industrie du risque de mortalité, ce qui ajoute au bénéfice que retire la société de l'amélioration de l'espérance de vie.
- À noter que le renforcement des provisions mathématiques pour tenir compte de l'accroissement de la longévité des rentiers vient du fait, entre autres, que la société a devancé d'un an la recommandation qu'elle anticipe de la part de l'Institut canadien des actuaires relativement à l'amélioration de la mortalité future des rentiers.
- La société n'a pas modifié l'hypothèse d'évaluation en ce qui touche le taux de réinvestissement initial (« IRR »). Malgré des variations assez importantes en cours d'année, ce taux a clôturé l'année 2009 sensiblement au même niveau qu'à la fin de 2008.
- Bien qu'elle n'était pas obligée de le faire, la société a décidé de réduire de 10 points centésimaux le taux de réinvestissement ultime (« URR ») afin de reconnaître la baisse tendancielle des taux d'intérêt à long terme. La société a ainsi réduit le taux de réinvestissement ultime de 4,0 % à la fin de 2008 à 3,9 % à la fin de 2009. On sait que le taux maximal que pouvait utiliser la société à la fin de 2009 pour le taux de réinvestissement ultime était de 4,1 %, selon la formule prescrite par l'Institut canadien des actuaires. On sait aussi que si les taux d'intérêt à long terme utilisés pour calculer le taux de réinvestissement ultime restaient au niveau actuel, le taux maximal que la société pourrait utiliser à la fin de 2010 serait de 4,0 %. Ce taux diminuerait ensuite graduellement pour se situer à 3,9 % à la fin de 2011, à 3,8 % à la fin de 2012, à 3,7 % à la fin de 2013 et 2014 et à 3,6 % à compter de 2015, niveau à partir duquel il se stabiliserait alors. C'est dire que, dans ces circonstances, la société ne serait pas obligée de renforcer ses provisions mathématiques pour le taux de réinvestissement ultime avant 2012, soit dans trois ans. Pour fins d'information, la société utilisait un taux de réinvestissement ultime de 5,0 % à la fin de 2006. La majeure partie de la baisse du taux de réinvestissement ultime a donc déjà été reconnue dans les provisions mathématiques.

*Juste valeur des instruments de dette* – La société a enregistré un gain inhabituel – et temporaire – de 5,3 millions de dollars après impôts (0,06 \$ par action ordinaire) au quatrième trimestre résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent. Ce gain, qui ne touche pas la capacité financière de la société, découle de l'évolution avantageuse des primes de risque au cours du trimestre. En excluant ce gain, la société termine le quatrième trimestre avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 62,1 millions de dollars. Ce bénéfice se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,77 \$ et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 13,7 % sur base annualisée, ce qui se situe dans le haut de la fourchette cible de 12 % à 14 % visée par la société.

*Dividende* – La solidité financière de la société a permis au conseil d'administration d'annoncer le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire, soit le même que celui annoncé au dernier trimestre. Ce dividende correspond à un ratio de distribution de 32 % du bénéfice sur les activités courantes (c'est-à-dire en excluant le gain résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent), ce qui se situe dans le haut de la fourchette cible de 25 % à 35 % visée par la société à moyen terme.

*Croissance des affaires* – La société a connu son meilleur trimestre au chapitre de la croissance des affaires depuis le début de la crise financière qui a secoué nos économies. Voici les faits saillants du quatrième trimestre :

- Les ventes dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel ont connu une hausse de 68 % au quatrième trimestre, par rapport à la même période en 2008, pour atteindre 756,2 millions de dollars. La hausse s'explique principalement par la reprise soutenue des marchés boursiers, mais aussi par la popularité grandissante du produit de retrait minimum garanti *Ecoflextra*. Les ventes nettes ont également été à la hausse, ce qui a permis à la société de gagner des parts de marché. La société termine ainsi l'année 2009 au quatrième rang au chapitre des ventes nettes de fonds distincts, avec une part de marché de 10,1 % (5,7 % en 2008), et au septième rang au chapitre des ventes nettes de fonds mutuels, comparativement à un dix-septième rang en termes d'actif.
- Les ventes se sont poursuivies dans le marché traditionnel de la protection d'assurance dans le secteur de l'Assurance individuelle (les ventes de primes minimales ont augmenté de 6 %), mais ont reculé dans le marché de l'épargne liée aux polices d'assurance universelle (les ventes de primes excédentaires ont diminué de 48 %). Les consommateurs continuent donc à s'assurer pour couvrir leurs besoins de base en assurance, mais hésitent toujours à placer leurs épargnes dans leur police d'assurance universelle. Au total, le secteur termine le trimestre avec des ventes de 41,0 millions de dollars, en baisse de 3 % par rapport à la même période en 2008.
- Dans les secteurs du collectif, la croissance des affaires a redémarré dans le secteur des Rentes collectives (hausse des ventes de 4 % par rapport au même trimestre de 2008) et est restée satisfaisante dans le secteur de l'Assurance pour risques spéciaux (« SMG »), malgré un contexte économique difficile (baisse des ventes de 2 %). Seuls les secteurs de l'Assurance collective pour les régimes d'employés (baisse des ventes de 23 %), en raison de l'absence de signatures d'ententes avec de grands groupes, et de l'Assurance des débiteurs auprès de concessionnaires d'automobiles (baisse des ventes de 17 %), en raison du recul des ventes d'automobiles et du resserrement des conditions de crédit automobile, continuent de ressentir les effets du ralentissement économique.
- La vigueur des ventes dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a poussé les primes et dépôts à 1,5 milliard de dollars au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse de 27 % par rapport à la même période en 2008, et la valeur ajoutée des ventes à 36,2 millions de dollars, un bond de 33 %.
- La remontée des marchés boursiers et les entrées nettes de fonds positives de tous les secteurs d'activité ont fait grimper l'actif sous gestion et sous administration à un nouveau sommet de 58,4 milliards de dollars au 31 décembre 2009, ce qui représente une hausse de 3 % pour le trimestre et une de 18 % pour l'année 2009.

*Solvabilité* – La solidité financière a continué à se renforcer au quatrième trimestre. Le ratio de solvabilité s'élève en effet à 208 % au 31 décembre 2009, ce qui est supérieur au ratio de 197 % enregistré au 30 septembre 2009. Ce ratio se situe au-delà de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société. La hausse du ratio de solvabilité s'explique principalement par l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées effectuée en octobre 2009, qui a ajouté 10 points de pourcentage au ratio de solvabilité.

*Qualité des placements* – Les effets de la crise financière mondiale ont commencé à se dissiper et, le contexte économique aidant, la qualité des placements est demeurée très bonne, et s'est même améliorée à certains égards au cours du quatrième trimestre. Voici les faits saillants du quatrième trimestre :

- Aucun nouveau titre n'est tombé en défaut au cours du quatrième trimestre.
- La société a inscrit une provision de 1,5 million de dollars à l'égard d'un titre obligataire qui a été fragilisé par le contexte économique. L'effet de cette provision a cependant été amoindri par un gain net de 0,8 million de dollars réalisé lors de la vente de titres qui avaient été préalablement dévalués. Au total, les événements liés au crédit ont entraîné une perte nette de 0,7 million de dollars avant impôts au cours du trimestre (0,5 million de dollars après impôts, ou 0,01 \$ par action ordinaire).
- Les placements douteux nets ont diminué au cours du trimestre, passant de 15,3 millions de dollars au 30 septembre 2009 à 13,0 millions de dollars au 31 décembre 2009. Cette diminution découle de l'inscription de la provision de 1,5 million de dollars dont il a été question précédemment, qui a eu pour effet de diminuer la valeur nette des placements douteux, ainsi que de la vente, à profit, d'une obligation préalablement dévaluée. La proportion des placements douteux nets ne représente qu'à peine 0,08 % des placements totaux au 31 décembre 2009 (0,10 % au 30 septembre 2009).
- La proportion des titres obligataires cotés BB et moins a diminué au cours du trimestre, passant de 0,12 % au 30 septembre 2009 à 0,07 % au 31 décembre 2009. Cette diminution est essentiellement attribuable à la vente d'un titre classé BB et moins.
- L'exposition totale de la société aux billets obtenus en échange des papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs (« PCAA ») lors de la restructuration des PCAA, le 21 janvier 2009, s'élevait à 91,0 millions de dollars au 31 décembre 2009. Cette exposition tient compte des PCAA que détenait la société directement, des PCAA qu'elle détenait indirectement par l'entremise de sa participation de 45 % dans la Société d'assurance vie MD Limitée (« Vie MD ») et, depuis le 31 décembre 2009, des PCAA acquis à la suite de l'achat du portefeuille d'assurance vie individuelle de Vie MD. La dévaluation globale due au risque de crédit prise pour les PCAA s'élevait à 35,6 millions de dollars, ce qui équivaut à 39,1 % de leur valeur nominale. La société estime cette dévaluation adéquate dans les circonstances.

*Valeur intrinsèque* – La société a profité de la divulgation de ses résultats du quatrième trimestre pour publier sa valeur intrinsèque pour l'année 2009. Ainsi, au 31 décembre 2009, la valeur intrinsèque de l'Industrielle Alliance s'élevait à 3,0 milliards de dollars, soit à 36,89 \$ par action ordinaire, un sommet pour la société. Il s'agit d'une augmentation de 21,4 % par rapport à la valeur calculée au 31 décembre 2008, avant le paiement des dividendes aux actionnaires ordinaires, et de 18,3 %, après le paiement de ces dividendes. Le ratio de la valeur intrinsèque par rapport à la valeur comptable a pour sa part légèrement augmenté, passant de 1,54x au 31 décembre 2008 à 1,62x au 31 décembre 2009.

L'augmentation de la valeur intrinsèque s'explique principalement par : la remontée des marchés boursiers, qui a ajouté 8,6 % à la valeur intrinsèque (2,68 \$ par action ordinaire); la croissance normale de la valeur du bloc d'affaires en vigueur, qui a ajouté 6,1 % à la valeur intrinsèque (1,92 \$ par action ordinaire); et la valeur des nouvelles ventes, qui a ajouté 4,9 % à la valeur intrinsèque (1,51 \$ par action ordinaire). La société continue ainsi de se démarquer par sa

capacité à générer de nouvelles ventes rentables. La valeur intrinsèque des nouvelles ventes est particulièrement significative, car elle permet de juger de la rentabilité des produits et des services offerts par la société.

À noter que les éléments récurrents de la valeur intrinsèque, c'est-à-dire ceux à l'égard desquels la société exerce un certain contrôle (soit la croissance anticipée de la valeur intrinsèque et les nouvelles ventes), ont ajouté, au total, 11,0 % à la valeur intrinsèque en 2009 (ou 3,43 \$ par action ordinaire). Depuis que la société calcule sa valeur intrinsèque, les éléments récurrents ont toujours fait progresser la valeur intrinsèque de plus de 10 %, ce qui est conforme aux attentes de la société dans un environnement normal.

*Acquisitions* – La société a conclu les deux acquisitions annoncées au quatrième trimestre, soit l'acquisition des fonds mutuels socialement responsables d'Inhance Investment Management Inc., une filiale de Vancouver City Savings Credit Union, l'une des plus importantes caisses d'épargne et de crédit au Canada (cette acquisition a été conclue le 7 décembre 2009); et l'acquisition du portefeuille d'assurance vie individuelle de la Société d'assurance vie MD Limitée, une société d'assurance de personnes offrant des produits d'assurance vie et de rentes aux médecins canadiens (cette acquisition a pris effet le 31 décembre 2009).

*Indications aux marchés pour l'année 2010* – Voici les principales indications de la société aux marchés financiers pour l'année 2010 :

- Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires : maintien de la cible de 12 % à 14 %.
- Bénéfice par action ordinaire : nouvelle cible de 2,75 \$ à 3,25 \$ (en hausse par rapport à la cible de 2,50 \$ à 3,00 \$ donnée comme indication pour l'année 2009).
- Ratio de solvabilité : maintien de la fourchette cible de 175 % à 200 %.
- Ratio de distribution du dividende : maintien de la fourchette cible de 25 % à 35 % à moyen terme. La société anticipe cependant que le ratio devrait se situer dans la partie supérieure de la fourchette cible en 2010.
- Taux d'impôt effectif : maintien d'un taux d'impôt effectif prévu de 26 % à 27 % environ.

*Analyse de sensibilité* – La société a profité de la publication des résultats du quatrième trimestre pour mettre à jour ses analyses de sensibilité. Les résultats de ces analyses montrent que la marge de manœuvre dont dispose la société pour absorber d'éventuels chocs des marchés boursiers reste très élevée. Ainsi, les provisions mathématiques n'auront pas besoin d'être renforcées pour les actions appariant les engagements à long terme tant que l'indice S&P/TSX demeurera au-dessus de 9 050 points environ. Le ratio de solvabilité se maintiendra quant à lui au-dessus de 175 % tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 7 700 points environ et se maintiendra au-dessus de 150 % tant que l'indice se situera au-dessus de 6 300 points environ. (Voir la partie « Analyse de sensibilité » de la section « Commentaires détaillés des résultats du quatrième trimestre de 2009 » ci-dessous pour plus de détails).

*Dix ans à la Bourse de Toronto* – L'Industrielle Alliance a célébré, le 3 février 2010, son dixième anniversaire à titre de société à capital-actions. Le titre de la société a en effet commencé à se négocier le 3 février 2000 à la Bourse de Toronto, mettant ainsi fin au processus de transformation de l'Industrielle Alliance, d'une société mutuelle à une société à capital-actions. Au cours des dix dernières années, la société a enregistré d'importants progrès et effectué de grandes percées : percée en gestion de patrimoine, notamment dans le marché des fonds mutuels et des valeurs mobilières, par l'entremise de seize acquisitions; percée hors Québec, grâce à l'ouverture de bureaux et au renforcement des réseaux de vente partout au pays; et percée dans de nouveaux marchés, soit l'assurance maladie et invalidité individuelle, les fonds mutuels socialement responsables et le marché américain, par l'entremise de diverses acquisitions. D'une société d'assurance de personnes exerçant ses activités majoritairement au Québec, l'Industrielle Alliance est ainsi devenue un grand groupe financier d'envergure nationale. Entre le 3 février 2000 et le 2 février 2010, le titre de l'Industrielle Alliance a progressé de 309 %, comparativement à 31 % pour l'indice S&P/TSX. L'Industrielle Alliance a ainsi passé le test ultime de toute société publique : accroître la valeur à long terme pour les actionnaires.

Tous les résultats de la société sont expliqués plus en détail dans la section suivante.

## COMMENTAIRES DÉTAILLÉS DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2009

### CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2009

Les résultats de l'Industrielle Alliance sont en partie tributaires du contexte économique et financier ambiant. À cet égard, après avoir traversé l'une des pires crises financières de son histoire, l'économie canadienne a continué à montrer des signes de redressement au quatrième trimestre. Les marchés boursiers ont poursuivi leur croissance (appréciation de 3 % de l'indice S&P/TSX au cours du quatrième trimestre et de 31 % pour l'année 2009), les conditions liées au crédit ont continué de s'améliorer, bien que la situation reste encore précaire dans certains secteurs d'activité, les taux d'intérêt sont demeurés bas, bien qu'on ait observé un certain mouvement à la hausse, les écarts de taux ont continué de se rétrécir et, malgré l'amélioration générale des conditions économiques, les consommateurs et les entreprises montrent toujours beaucoup de prudence dans leur comportement.

L'Industrielle Alliance a bénéficié considérablement de l'évolution favorable du contexte économique et financier au quatrième trimestre, particulièrement de la remontée des marchés boursiers et de l'amélioration des conditions de crédit. C'est d'ailleurs ce qui lui permet de présenter les résultats trimestriels les plus solides depuis le début de la crise financière.

### RENTABILITÉ

La société termine le quatrième trimestre de 2009 avec un bénéfice net record aux actionnaires ordinaires de 67,4 millions de dollars. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,83 \$ et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 14,9 % sur base annualisée. La rentabilité du trimestre est largement supérieure à celle du quatrième trimestre de l'année précédente, alors que la société avait renforcé ses provisions mathématiques pour tenir compte, notamment, de la baisse prononcée des marchés boursiers et des taux d'intérêt, ce qui avait entraîné une perte pour le trimestre.

Rentabilité				
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		Année	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	67,4	(110,2)	205,8	66,1
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,83 \$	(1,37 \$)	2,55 \$	0,82 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	14,9 %	(25,8 %)	11,9 %	4,0 %

Le bénéfice du trimestre a notamment été favorisé par l'appréciation des marchés boursiers, qui a amélioré le bénéfice de 7,0 millions de dollars après impôts (0,09 \$ par action ordinaire) par rapport à celui attendu, et par un gain de 5,3 millions de dollars après impôts (0,06 \$ par action ordinaire) résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent. Le bénéfice a par ailleurs été quelque peu ralenti par une modeste perte liée au crédit de 0,5 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire).

Voici quelques autres points à souligner relativement à la rentabilité du trimestre.

*Changements d'hypothèses* – La revue de fin d'année des hypothèses d'évaluation n'a eu aucune incidence significative sur les résultats, celle-ci se soldant par un renforcement des provisions mathématiques de 1,1 million de dollars avant impôts (0,8 million de dollars après impôts, ou 0,01 \$ par action ordinaire).

Bien que la revue des hypothèses d'évaluation n'ait pas eu d'incidence significative sur les résultats, des déplacements importants de provisions mathématiques ont été effectués d'un bloc d'affaires à un autre afin de tenir compte de l'évolution du contexte économique et financier et de l'expérience de la société. Des provisions ont notamment été libérées pour tenir compte de l'amélioration de la mortalité dans le secteur de l'Assurance individuelle et de l'amélioration du rendement des placements, résultat de la hausse des marchés boursiers et de l'optimisation de l'appariement de la société. Ces libérations ont cependant été contrebalancées par des renforcements de provisions mathématiques pour tenir compte principalement de l'accroissement de la longévité des rentiers dans les secteurs des

rentes (Rentes collectives et Gestion de patrimoine individuel), de la diminution des taux d'abandon des polices d'assurance individuelle, de la baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (« URR ») et, dans une moindre mesure, de la hausse des coûts unitaires dans le secteur de l'Assurance individuelle.

Quatre points supplémentaires sont à retenir concernant les changements d'hypothèses :

- Les résultats des récentes études de la société révèlent une amélioration sensible de la mortalité. Ces résultats sont conformes aux tendances observées dans les plus récents travaux de l'industrie, dont ceux de l'Institut canadien des actuaires. Cette amélioration a des effets importants, mais divergents, sur les différents secteurs d'activité de la société, bénéficiant au secteur de l'Assurance individuelle, mais nuisant à ceux des rentes (Rentes collectives et Gestion de patrimoine individuel). Au total, puisque les affaires d'assurance de la société sont beaucoup plus importantes que celles de rentes, la société bénéficie de l'amélioration de la mortalité. On sait de plus que la société conserve une plus grande proportion que l'industrie du risque de mortalité, ce qui ajoute au bénéfice que retire la société de l'amélioration de l'espérance de vie.
- À noter que le renforcement des provisions mathématiques pour tenir compte de l'accroissement de la longévité des rentiers vient du fait, entre autres, que la société a devancé d'un an la recommandation qu'elle anticipe de la part de l'Institut canadien des actuaires relativement à l'amélioration de la mortalité future des rentiers.
- La société n'a pas modifié l'hypothèse d'évaluation en ce qui touche le taux de réinvestissement initial (« IRR »). Malgré des variations assez importantes en cours d'année, ce taux a clôturé l'année 2009 sensiblement au même niveau qu'à la fin de 2008.
- Bien qu'elle n'était pas obligée de le faire, la société a décidé de réduire de 10 points centésimaux le taux de réinvestissement ultime (« URR ») afin de reconnaître la baisse tendancielle des taux d'intérêt à long terme. La société a ainsi réduit le taux de réinvestissement ultime de 4,0 % à la fin de 2008 à 3,9 % à la fin de 2009. On sait que le taux maximal que pouvait utiliser la société à la fin de 2009 pour le taux de réinvestissement ultime était de 4,1 %, selon la formule prescrite par l'Institut canadien des actuaires. On sait aussi que si les taux d'intérêt à long terme utilisés pour calculer le taux de réinvestissement ultime restaient au niveau actuel, le taux maximal que la société pourrait utiliser à la fin de 2010 serait de 4,0 %. Ce taux diminuerait ensuite graduellement pour se situer à 3,9 % à la fin de 2011, à 3,8 % à la fin de 2012, à 3,7 % à la fin de 2013 et 2014 et à 3,6 % à compter de 2015, niveau à partir duquel il se stabiliserait alors. C'est dire que, dans ces circonstances, la société ne serait pas obligée de renforcer ses provisions mathématiques pour le taux de réinvestissement ultime avant 2012, soit dans trois ans. Pour fins d'information, la société utilisait un taux de réinvestissement ultime de 5,0 % à la fin de 2006. La majeure partie de la baisse du taux de réinvestissement ultime a donc déjà été reconnue dans les provisions mathématiques.

*Gains d'expérience en Assurance individuelle* – En plus des gains réalisés grâce à la remontée des marchés boursiers, le secteur de l'Assurance individuelle a connu de bons résultats techniques, notamment au chapitre du rendement et de la morbidité.

*Gains d'expérience en Gestion de patrimoine individuel* – Les gains engendrés par la remontée des marchés boursiers dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel ont été presque entièrement annulés par des résultats de mortalité défavorables et un taux de conservation plus élevé que prévu pour les fonds de placement (ce qui est favorable à long terme, mais réduit les revenus provenant des frais de rachat à court terme par rapport à ceux anticipés).

*Gains d'expérience en Assurance collective* – Les résultats techniques du segment de l'Assurance collective pour les régimes d'employés ont été très favorables au quatrième trimestre, grâce à de bons résultats au chapitre de la mortalité, des soins dentaires et de l'invalidité longue durée. On se rappellera que ce secteur avait vu les demandes de règlement pour ces garanties augmenter considérablement au cours des derniers trimestres. L'amélioration des conditions économiques et une bonne gestion des demandes de règlement ont notamment contribué aux bons résultats

du trimestre. Ces bons résultats ont cependant été annulés en partie par une perte d'expérience dans le segment de l'Assurance des débiteurs auprès des concessionnaires d'automobiles, qui continue d'être victime de la faiblesse des ventes d'automobiles au pays.

*Drain en Assurance individuelle* – La charge à l'établissement des nouveaux contrats (*drain*) en pourcentage des ventes du secteur de l'Assurance individuelle est revenue à l'intérieur de la fourchette cible de 50 % à 55 % pour la première fois depuis un an, et ce, malgré le fait que les primes excédentaires versées dans les polices universelles soient restées faibles. Cette situation s'explique principalement par une combinaison de produits (*product mix*) très favorable ce trimestre-ci.

*Taux d'impôt effectif* – Le taux d'impôt effectif s'élève à 27,4 % pour le quatrième trimestre, ce qui est légèrement supérieur aux attentes de la société, qui estime que celui-ci devrait se situer autour de 26 % à 27 % à moyen terme.

*Juste valeur des instruments de dette* – La société a enregistré un gain inhabituel – et temporaire – de 5,3 millions de dollars après impôts (0,06 \$ par action ordinaire) au quatrième trimestre résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent. Ce gain, qui ne touche pas la capacité financière de la société, découle de l'évolution avantageuse des primes de risque au cours du trimestre, qui a fait réduire la juste valeur des instruments de dette, mais augmenter la juste valeur de l'actif appariant ces instruments.

On sait que les instruments de dette qui faisaient partie du bilan de la société au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, ont été classés « détenus à des fins de transactions ». Pour ces instruments de dette, tout écart entre la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif correspondant doit être reconnu immédiatement à l'état des résultats. Les écarts ainsi créés se renverseront cependant d'eux-mêmes au fur et à mesure que les instruments de dette s'approcheront de leur date d'échéance, soit au cours des cinq prochaines années. Cumulativement, depuis l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables, l'évolution asymétrique de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent a occasionné une perte de 0,6 million de dollars.

En excluant ce gain, la société termine le quatrième trimestre avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 62,1 millions de dollars. Ce bénéfice se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,77 \$ et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 13,7 % sur base annualisée, ce qui se situe dans le haut de la fourchette cible de 12 % à 14 % visée par la société.

<b>Rentabilité sur les activités courantes</b>				
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>Quatrième trimestre</b>		<b>Année</b>	
	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	67,4	(110,2)	205,8	66,1
Moins : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	5,3	7,8	(5,4)	7,6
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires sur activités courantes	62,1	(118,0)	211,2	58,5
Bénéfice par action ordinaire (dilué) sur activités courantes	0,77 \$	(1,46 \$)	2,62 \$	0,72 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires sur activités courantes	13,7 %	(27,6 %)	12,2 %	3,6 %

*Bénéfice par secteurs d'activité* – Par secteurs d'activité, les changements apportés aux hypothèses d'évaluation ont entraîné une perte d'exploitation de 45,9 millions de dollars pour le secteur des Rentes collectives au quatrième trimestre et ont empêché le secteur de la Gestion de patrimoine individuel d'inscrire un bénéfice d'exploitation (perte d'exploitation de 0,7 million de dollars). Le bénéfice d'exploitation du trimestre provient donc, essentiellement, des deux secteurs de l'assurance, principalement de celui de l'Assurance individuelle.

<b>Provenance du bénéfice</b>				
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>Quatrième trimestre</b>		<b>Année</b>	
	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Bénéfice d'exploitation				
Assurance individuelle	104,3	(171,6)	194,4	(91,0)
Gestion de patrimoine individuel	(0,7)	6,1	32,4	80,2
Assurance collective	12,2	5,6	36,8	44,1
Rentes collectives	(45,9)	(21,5)	(35,9)	(17,5)
Total	69,9	(181,4)	227,7	15,8
Revenu sur le capital	21,4	14,8	79,7	62,4
Impôts sur le revenu	(25,0)	50,1	(82,4)	(13,9)
Bénéfice net aux actionnaires sur activités courantes	66,3	(116,5)	225,0	64,3
Moins : dividendes sur actions privilégiées	4,2	1,5	13,8	5,8
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires sur activités courantes	62,1	(118,0)	211,2	58,5
Plus : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	5,3	7,8	(5,4)	7,6
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	67,4	(110,2)	205,8	66,1

*Rentabilité de l'année 2009* – La bonne rentabilité du trimestre a poussé le bénéfice net aux actionnaires ordinaires à 211,2 millions de dollars pour l'année 2009 pour les activités courantes, soit plus de trois fois et demie le résultat comparable de l'année 2008. La société termine ainsi l'année avec un bénéfice par action ordinaire dilué de 2,62 \$ pour les activités courantes, ce qui se situe à l'intérieur de la fourchette cible de 2,50 \$ à 3,00 \$ qu'elle avait donnée comme indication aux marchés financiers au début de l'année. Quant au rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires, il s'élève à 12,2 % pour l'année 2009 pour les activités courantes, ce qui se situe à l'intérieur de la fourchette cible de 12 % à 14 % que la société avait également donnée comme indication aux marchés financiers au début de l'année.

Ces bons résultats s'expliquent principalement par la remontée des marchés boursiers, qui a amélioré le bénéfice de 13,3 millions de dollars après impôts (0,17 \$ par action ordinaire) par rapport à celui attendu. Le bénéfice a cependant été ralenti par des pertes liées au crédit de 2,7 millions de dollars après impôts (0,04 \$ par action ordinaire) et par une perte de 5,4 millions de dollars après impôts (0,07 \$ par action ordinaire) résultant de l'évolution défavorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent. Le secteur de l'Assurance collective a par ailleurs obtenu des résultats techniques défavorables en 2009, principalement en raison du contexte économique difficile, résultats qui ont cependant été en partie compensés par de bons résultats techniques dans le secteur de l'Assurance individuelle. Comme mentionné précédemment, la revue de fin d'année des hypothèses d'évaluation n'a eu aucune incidence significative sur les résultats (hausse des provisions mathématiques de 0,8 million de dollars après impôts).

#### **INDICATIONS AUX MARCHÉS POUR L'ANNÉE 2010**

Voici les principales indications de la société aux marchés financiers pour l'année 2010 :

*Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires* – La société estime que le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires devrait se situer entre 12 % et 14 % environ en 2010. Cette fourchette cible est la même que celle pour l'année 2009.

*Bénéfice par action ordinaire* – Un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires entre 12 % et 14 % se traduit par un bénéfice par action ordinaire entre 2,75 \$ et 3,25 \$ environ. Cette fourchette cible est plus élevée que celle de 2,50 \$ à 3,00 \$ donnée comme indication pour l'année 2009.

*Ratio de solvabilité* – La société continue de viser à atteindre un ratio de solvabilité qui se situe à l'intérieur de la fourchette cible de 175 % à 200 %.

*Ratio de distribution du dividende* – La société maintient sa fourchette cible de 25 % à 35 % à moyen terme pour le ratio de distribution du dividende. La société anticipe cependant que le ratio devrait se situer dans la partie supérieure de la fourchette cible en 2010.

*Taux d'impôt effectif* – La société prévoit que le taux d'impôt effectif devrait se situer autour de 26 % à 27 % en 2010, soit au même niveau qu'en 2009.

## **ANALYSE DE SENSIBILITÉ**

La société a profité de la publication des résultats du quatrième trimestre pour mettre à jour ses analyses de sensibilité. On sait que les résultats de ces analyses varient d'un trimestre à l'autre selon l'évolution de nombreux facteurs, dont les changements qui surviennent dans l'environnement économique et financier et l'évolution normale des affaires de la société. Les résultats des plus récentes analyses, qui tiennent compte notamment des changements apportés aux provisions mathématiques à la suite de la revue de fin d'année des hypothèses d'évaluation, montrent que la marge de manœuvre dont dispose la société pour absorber d'éventuels chocs des marchés boursiers reste très élevée.

*Actions appariant les engagements à long terme* – Les provisions mathématiques n'auront pas besoin d'être renforcées pour les actions appariant les engagements à long terme tant que l'indice S&P/TSX demeurera au-dessus de 9 050 points environ. La société est ainsi en mesure d'absorber une baisse de 23 % environ de l'indice S&P/TSX par rapport au niveau du 31 décembre 2009, avant d'avoir à renforcer ses provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme.

*Ratio de solvabilité* – Le ratio de solvabilité se maintiendra au-dessus de 175 % tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 7 700 points environ et se maintiendra au-dessus de 150 % tant que l'indice se situera au-dessus de 6 300 points environ. C'est dire que la société est en mesure d'absorber une baisse de 34 % environ de l'indice S&P/TSX, par rapport au niveau du 31 décembre 2009, avant de voir son ratio de solvabilité baisser à 175 % (soit la partie inférieure de sa fourchette cible) et une de 46 % avant de voir son ratio de solvabilité diminuer à 150 % (soit le minimum requis par les organismes de réglementation).

*Bénéfice net* – La société estime que si les marchés boursiers devaient se situer, en moyenne, pendant une année complète, à un niveau inférieur (ou supérieur) de 10 % à ses attentes (la société prévoit en général une croissance annuelle de 7 % environ de l'indice S&P/TSX), le bénéfice net aux actionnaires ordinaires serait inférieur (ou supérieur) d'environ 18 millions de dollars à celui attendu. Ce montant représente l'incidence d'une variation des marchés boursiers pour une année complète. À noter cependant que par trimestre, la baisse (ou la hausse) du bénéfice n'est pas nécessairement proportionnelle. Elle dépend entre autres du niveau moyen de l'indice boursier pendant la période et de son niveau de clôture à la fin de la période.

*Taux de réinvestissement ultime (« URR »)* – La société estime qu'une baisse (ou une hausse) de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime nécessiterait un renforcement des provisions mathématiques (ou permettrait la libération de provisions mathématiques) de l'ordre de 41 millions de dollars après impôts.

*Taux de réinvestissement initial (« IRR »)* – La société estime qu'une baisse (ou une hausse) de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement initial nécessiterait un renforcement des provisions mathématiques (ou permettrait la libération de provisions mathématiques) de l'ordre de 24 millions de dollars après impôts.

<b>Analyse de sensibilité</b>		
Actions appariant les engagements à long terme	Niveau de l'indice S&P/TSX nécessitant un renforcement des provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme	9 050 points
Ratio de solvabilité	Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 175 %	7 700 points
	Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 150 %	6 300 points
Bénéfice net	Incidence sur le bénéfice net d'une baisse subite de 10 % des marchés boursiers (incidence sur une année)	(18 millions \$)
Taux de réinvestissement ultime (URR)	Incidence sur le bénéfice net d'une baisse de 10 points centésimaux du URR	(41 millions \$)
Taux de réinvestissement initial (IRR)	Incidence sur le bénéfice net d'une baisse de 10 points centésimaux du IRR	(24 millions \$)

## CROISSANCE DES AFFAIRES

La société a connu son meilleur trimestre au chapitre de la croissance des affaires depuis le début de la crise financière qui a secoué nos économies. Voici les faits saillants du quatrième trimestre.

### Primes et dépôts

La bonne performance des marchés boursiers et l'amélioration générale des conditions économiques ont permis aux primes et dépôts de renouer avec la croissance – et de belle façon – au quatrième trimestre. Les primes et dépôts ont ainsi atteint 1,5 milliard de dollars au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse de 27 % par rapport au même trimestre de 2008. La hausse s'explique principalement par la forte remontée des ventes de fonds distincts et de fonds mutuels, qui profitent ainsi de la reprise soutenue des marchés boursiers. Fait intéressant à souligner, en termes absolus, les primes et dépôts du quatrième trimestre sont les deuxièmes plus élevées dans l'histoire de la société pour un trimestre.

Primes et dépôts						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Année		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Assurance individuelle	241,4	233,7	3 %	938,4	920,7	2 %
Gestion de patrimoine individuel	756,2	450,9	68 %	2 350,0	2 422,4	(3 %)
Assurance collective	244,1	245,4	(1 %)	962,4	956,5	1 %
Rentes collectives	267,4	257,8	4 %	839,8	1 114,9	(25 %)
Assurance de dommages	37,7	33,3	13 %	140,6	128,4	10 %
Total	1 546,8	1 221,1	27 %	5 231,2	5 542,9	(6 %)

### Ventes par secteurs d'activité

D'une façon générale, les ventes ont été à la hausse au quatrième trimestre pour les secteurs des produits d'épargne et d'investissement, et très fortement même pour le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, de même que pour le secteur de l'Assurance individuelle dans le marché de la famille. Seul le secteur de l'Assurance collective continue de ressentir les effets du ralentissement économique.

*Assurance individuelle* – Les familles ont continué à s'assurer pour couvrir leurs besoins de base en assurance, mais hésitent toujours à placer leurs épargnes dans leur police d'assurance universelle. Les ventes dans le marché traditionnel de la protection d'assurance vie, maladie et invalidité (mesurées par les « primes minimales ») ont ainsi continué à grimper au cours du quatrième trimestre (hausse de 6 %), comme cela a été le cas tout au long de la crise financière, mais les ventes dans le marché de l'épargne (mesurées par les « primes excédentaires ») ont chuté au quatrième trimestre (baisse de 48 %). Au total, le secteur termine le trimestre avec des ventes de 41,0 millions de dollars, en baisse de 3 % par rapport à la même période en 2008. Les résultats pour l'année au complet demeurent quand même satisfaisants, puisque la société termine l'année 2009 avec des ventes au même niveau qu'en 2008. Le niveau d'activité parmi les représentants est pour sa part resté soutenu tout au long de l'année, puisque le nombre de polices vendues est à la hausse de 6 % pour le trimestre et de 5 % pour l'année, par rapport aux mêmes périodes de l'année antérieure. La société a vendu 112 335 polices d'assurance individuelle en 2009, ce qui la place au troisième rang au Canada à ce chapitre (après neuf mois). On sait que les primes minimales et le nombre de polices vendues sont deux des composantes les plus importantes utilisées par la société pour mesurer la rentabilité du secteur.

*Gestion de patrimoine individuel* – Le fait saillant du trimestre, au chapitre de la croissance des affaires, est certainement le fait que les ventes ont bondi au quatrième trimestre dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, et ce, autant pour les fonds distincts (hausse de 107 %) que pour les fonds mutuels (hausse de 66 %). La hausse s'explique principalement par la reprise soutenue des marchés boursiers, mais aussi par la popularité grandissante du produit de retrait minimum garanti Ecoflextra. Au total, le secteur termine le trimestre avec des ventes de 756,2 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 68 % par rapport à la même période en 2008.

Les ventes nettes sont également fortement à la hausse par rapport à l'année dernière, ce qui a permis à la société de gagner des parts de marché. La société termine ainsi l'année 2009 au quatrième rang au chapitre des ventes nettes de fonds distincts, avec une part de marché de 10,1 %, soit presque le double du résultat de l'année précédente (5,7 % en

2008). Pour les fonds mutuels, la société continue de mieux faire que le suggère sa taille, terminant l'année 2009 au septième rang pour les ventes nettes, comparativement à un dix-septième rang pour l'actif. La vaste gamme de fonds de la société, leur bonne performance relative au cours de la dernière année (plus de la moitié de l'actif des fonds de placement présente une performance au-dessus de la médiane pour les périodes de un, trois, cinq et dix ans) et l'envergure des réseaux de distribution de la société expliquent ces résultats.

*Assurance collective : régimes d'employés* – Le secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés continue d'être victime de l'anémie générale du marché de l'emploi, de sorte que les ventes ont totalisé 17,0 millions de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 23 % par rapport à la même période l'an dernier. Le secteur a notamment eu peu d'occasions de réaliser des ventes à de grands groupes. Le secteur est cependant resté très discipliné sur le plan tarifaire au cours du trimestre et a mis l'accent sur le service à la clientèle et la gestion des demandes de règlement, ce qui s'est traduit par une amélioration sensible de la rentabilité.

*Assurance collective des débiteurs* – La diminution des ventes d'automobiles et le resserrement des conditions de crédit automobile continuent à avoir une incidence sur les ventes du secteur de l'Assurance collective des débiteurs. Le secteur termine ainsi le quatrième trimestre avec des ventes de 34,6 millions de dollars, en baisse de 17 % par rapport au même trimestre en 2008. On sait que les ventes du secteur sont tributaires des ventes d'automobiles, puisque les produits sont distribués principalement par l'entremise des concessionnaires d'automobiles. Rappelons que la société est un chef de file au Canada depuis plusieurs années dans le marché de l'assurance des débiteurs auprès des concessionnaires d'automobiles.

*Assurance collective : marchés spéciaux (« SMG »)* – Le secteur de l'Assurance collective pour les marchés spéciaux continue de bien tirer son épingle du jeu dans le contexte économique actuel, avec des ventes de 31,2 millions de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 2 % comparativement à la même période l'an dernier. L'année se termine cependant avec des ventes équivalentes à celles de 2008. On sait que ce secteur se spécialise dans certains créneaux d'assurance sous-exploités par les fournisseurs de produits d'assurance traditionnels.

*Rentes collectives* – Le secteur des Rentes collectives termine l'année en force, avec des ventes de 267,4 millions de dollars, en hausse de 4 % par rapport à la même période l'année précédente, rompant ainsi avec la tendance des deux derniers trimestres. La croissance a été particulièrement élevée dans le segment des produits d'accumulation, segment que la société cherche à développer avec vigueur. Pour ce qui est du segment des rentes assurées (produits de décaissement), la société continue à privilégier l'atteinte des marges bénéficiaires à la croissance des affaires.

<b>Ventes<sup>1</sup></b>						
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>Quatrième trimestre</b>			<b>Année</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>Variation</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>Variation</b>
Assurance individuelle						
Primes minimales	37,4	35,3	6 %	126,4	118,6	7 %
Primes excédentaires	3,6	6,9	(48 %)	20,7	28,3	(27 %)
Total	41,0	42,2	(3 %)	147,1	146,9	0 %
Gestion de patrimoine individuel						
Fonds général	92,0	87,3	5 %	404,3	345,5	17 %
Fonds distincts	308,1	149,2	107 %	866,2	815,7	6 %
Fonds mutuels	356,1	214,4	66 %	1 079,5	1 261,2	(14 %)
Total	756,2	450,9	68 %	2 350,0	2 422,4	(3 %)
Assurance collective						
Régimes d'employés	17,0	22,1	(23 %)	75,0	92,9	(19 %)
Assurance des débiteurs	34,6	41,6	(17 %)	152,4	194,2	(22 %)
Marchés spéciaux (« SMG »)	31,2	31,8	(2 %)	113,2	112,9	0 %
Rentes collectives	267,4	257,8	4 %	839,8	1 114,9	(25 %)

### Actif sous gestion et sous administration

La remontée des marchés boursiers et les entrées nettes de fonds positives de tous les secteurs d'activité ont fait grimper l'actif sous gestion et sous administration à un nouveau sommet de 58,4 milliards de dollars au 31 décembre 2009, ce qui représente une hausse de 3 % pour le trimestre et de 18 % pour l'année 2009. Toutes les principales composantes de l'actif ont connu une hausse cette année, particulièrement les fonds distincts et les fonds mutuels.

Actif sous gestion et sous administration					
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 décembre 2009	30 septembre 2009	31 décembre 2008	Variation T4	Variation 1 an
Actif sous gestion					
Fonds général	17 626,5	16 920,4	15 415,2	4 %	14 %
Fonds distincts	11 450,3	10 970,4	8 924,2	4 %	28 %
Fonds mutuels	6 615,7	6 224,5	5 277,7	6 %	25 %
Autres	563,3	659,0	596,7	(15 %)	(6 %)
Total partiel	36 255,8	34 774,3	30 213,8	4 %	20 %
Actif sous administration	22 150,8	21 963,3	19 258,4	1 %	15 %
Total	58 406,6	56 737,6	49 472,2	3 %	18 %

### Valeur ajoutée des ventes

La valeur ajoutée des ventes a renoué avec la croissance au quatrième trimestre, avec un bond de 33 % (ou de 8,9 millions de dollars) au quatrième trimestre par rapport à la période équivalente de l'année précédente, pour s'établir à 36,2 millions de dollars (0,45 \$ par action ordinaire). L'augmentation est principalement attribuable au secteur de la Gestion de patrimoine individuel, en raison de la forte progression des ventes de fonds distincts et de fonds mutuels.

On sait que la valeur ajoutée des ventes évolue en fonction de trois composantes : le niveau des ventes, les marges bénéficiaires et le changement du taux d'escompte. Ainsi, comme on peut le voir au tableau ci-dessous, la composante « ventes » a fait progresser la valeur ajoutée des ventes de 8,0 millions de dollars au quatrième trimestre, principalement en raison de l'augmentation marquée des ventes de fonds distincts et de fonds mutuels. La composition des ventes (*product mix*) a été légèrement défavorable au quatrième trimestre, ce qui a fait reculer la composante « marges bénéficiaires » de la valeur ajoutée des ventes de 1,0 million de dollars. La diminution du taux d'escompte, nette de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt et des rendements boursiers, a quant à elle fait augmenter la valeur ajoutée des ventes de 1,9 million de dollars.

Valeur ajoutée des ventes par composantes		
(En millions de dollars)	Quatrième trimestre	Année
Valeur ajoutée en 2008	27,3	122,8
Ventes	8,0	(8,5)
Marges bénéficiaires	(1,0)	0,0
Taux d'escompte (diminution)	1,9	7,1
Valeur ajoutée en 2009	36,2	121,4

### SOLIDITÉ FINANCIÈRE

La solidité financière a continué à se renforcer au quatrième trimestre. Voici les faits saillants.

#### Solvabilité

Le ratio de solvabilité s'élevait à 208 % au 31 décembre 2009, ce qui est supérieur au ratio de 197 % enregistré au 30 septembre 2009. Ce ratio se situe au-delà de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société. La hausse du ratio de solvabilité s'explique principalement par l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées effectuée en octobre 2009, qui a ajouté 10 points de pourcentage au ratio de solvabilité.

Rappelons que la clôture de l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série E, à dividende non cumulatif, a eu lieu le 15 octobre 2009. Ces actions offrent un taux de rendement annuel de 6,00 % et ne sont pas rachetables par la société avant le 31 décembre 2014.

<b>Solvabilité</b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 septembre 2009</b>	<b>31 décembre 2008</b>
Capitaux disponibles			
Catégorie 1	1 961,9	1 842,6	1 726,0
Catégorie 2	343,1	309,5	195,4
Total	2 305,0	2 152,1	1 921,4
Capitaux requis	1 107,2	1 090,0	967,1
Ratio de solvabilité	208 %	197 %	199 %

### Capitalisation

Le capital de la société s'établissait à 2 703,1 millions de dollars au 31 décembre 2009, ce qui représente une hausse de 5 % (135,0 millions de dollars) par rapport au 30 septembre 2009. Cette hausse s'explique principalement par l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées et par l'augmentation des bénéfices non répartis (résultat du bénéfice du trimestre réduit des paiements de dividendes aux actionnaires ordinaires). Les autres éléments du résultat étendu ont par contre contribué à faire diminuer le capital, principalement en raison de pertes latentes qui se sont accumulées au cours du trimestre en ce qui touche les titres obligataires (en raison de l'augmentation des taux d'intérêt). Ces pertes ont toutefois été amoindries par l'accumulation de gains latents du côté des placements en actions (gains attribuables à la hausse des marchés boursiers).

<b>Capitalisation</b>			
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 septembre 2009</b>	<b>31 décembre 2008</b>
Capitaux propres			
Actions ordinaires	545,7	541,5	541,0
Actions privilégiées	325,0	225,0	223,7
Bénéfices non répartis	1 254,8	1 207,3	1 127,7
Surplus d'apport	21,6	21,6	19,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu	10,5	20,5	(54,3)
Total partiel	2 157,6	2 015,9	1 857,9
Débitures	519,8	524,3	385,9
Compte des contrats avec participation	25,7	27,9	27,0
Total	2 703,1	2 568,1	2 270,8

### Levier financier

La diminution de la valeur marchande des débiteures et l'augmentation du capital de la société ont contribué à faire diminuer le ratio d'endettement, de 20,4 % au 30 septembre 2009 à 19,2 % au 31 décembre 2009, si on ne considère que les débiteures dans les éléments de dette. Cependant, si on inclut les actions privilégiées (dont celles émises au cours du trimestre) parmi les éléments de dette, le ratio d'endettement a, au contraire, augmenté, passant de 29,2 % au 30 septembre 2009 à 31,3 % au 31 décembre 2009. Ces taux respectent les exigences des agences de crédit pour une société possédant notre cote.

<b>Ratio d'endettement</b>			
	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 septembre 2009</b>	<b>31 décembre 2008</b>
Débitures/capital	19,2 %	20,4 %	17,0 %
Débitures + actions privilégiées/capital	31,3 %	29,2 %	26,8 %

### Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière

La valeur comptable de l'Industrielle Alliance a continué de croître au quatrième trimestre, poursuivant ainsi la remontée qu'elle avait amorcée au premier trimestre de 2009, grâce à la hausse des capitaux propres aux actionnaires ordinaires. La valeur comptable s'établissait ainsi à 22,77 \$ au 31 décembre 2009, en hausse de 2 % par rapport à la valeur au 30 septembre 2009 et de 12 % par rapport à la valeur au 31 décembre 2008.

La capitalisation boursière de la société s'élevait pour sa part à 2 592,5 millions de dollars au 31 décembre 2009, en hausse de 10 % par rapport au 30 septembre 2009 et de 38 % par rapport au 31 décembre 2008. Ces hausses sont semblables à celles enregistrées par le titre de la société, dont le prix a lui aussi augmenté de 10 % au quatrième

trimestre (passant de 29,31 \$ au 30 septembre 2009 à 32,20 \$ au 31 décembre 2009) et de 38 % pour l'année (passant de 23,31 \$ au 31 décembre 2008 à 32,20 \$ au 31 décembre 2009).

La société comptait 80 511 771 actions ordinaires émises et en circulation au 31 décembre 2009, comparativement à 80 346 771 au 30 septembre 2009. La hausse au cours du trimestre provient de l'émission de 165 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions de la société. À noter par ailleurs que la société n'a racheté aucune de ses actions ordinaires en 2009. La société avait en effet indiqué, au début de l'année, qu'elle ne rachèterait pas ses actions ordinaires pour éliminer l'effet de dilution des actions émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions tant que la situation financière ne se serait pas stabilisée au pays.

<b>Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière</b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 septembre 2009</b>	<b>31 décembre 2008</b>
Valeur comptable par action ordinaire	22,77 \$	22,30 \$	20,35 \$
Capitalisation boursière	2 592,5	2 355,0	1 872,5

### **QUALITÉ DES PLACEMENTS**

Les effets de la crise financière mondiale ont commencé à se dissiper et, le contexte économique aidant, la qualité des placements est demeurée très bonne, et s'est même améliorée à certains égards au cours du quatrième trimestre. Voici les faits saillants du quatrième trimestre.

<b>Qualité des placements</b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 septembre 2009</b>	<b>31 décembre 2008</b>
Placements douteux nets	13,0	15,3	8,8
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,08 %	0,10 %	0,06 %
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,07 %	0,12 %	0,23 %
Prêts hypothécaires – Taux de délinquance	0,36 %	0,34 %	0,26 %
Immeubles – Taux d'occupation	94,4 %	94,3 %	94,0 %

- Aucun nouveau titre n'est tombé en défaut au cours du quatrième trimestre.
- La société a inscrit une provision de 1,5 million de dollars à l'égard d'un titre obligataire qui a été fragilisé par le contexte économique. L'effet de cette provision a cependant été amoindri par un gain net de 0,8 million de dollars réalisé lors de la vente de titres qui avaient été préalablement dévalués. Au total, les événements liés au crédit ont entraîné une perte nette de 0,7 million de dollars avant impôts au cours du trimestre (0,5 million de dollars après impôts, ou 0,01 \$ par action ordinaire).
- Les placements douteux nets ont diminué au cours du trimestre, passant de 15,3 millions de dollars au 30 septembre 2009 à 13,0 millions de dollars au 31 décembre 2009. Cette diminution découle de l'inscription de la provision de 1,5 million de dollars dont il a été question précédemment, ce qui a eu pour effet de diminuer la valeur nette des placements douteux, ainsi que de la vente, à profit, d'une obligation préalablement dévaluée. La proportion des placements douteux nets ne représente qu'à peine 0,08 % des placements totaux au 31 décembre 2009 (0,10 % au 30 septembre 2009).
- La proportion des titres obligataires cotés BB et moins a diminué au cours du trimestre, passant de 0,12 % au 30 septembre 2009 à 0,07 % au 31 décembre 2009. Cette diminution est essentiellement attribuable à la vente d'un titre classé BB et moins.
- La société a reçu 1,8 million de dollars en remboursement de capital pour les anciens papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs (« PCAA ») au quatrième trimestre, ce qui porte à 25,5 millions de dollars le montant total des remboursements de capital reçus depuis la restructuration des PCAA (la restructuration est survenue le 21 janvier 2009 et les PCAA ont alors été transformés en billets à long terme à taux flottant). Au cours du trimestre, la société a par ailleurs radié entièrement sa détention de certains billets issus des PCAA dont les actifs sous-jacents, composés exclusivement d'actifs inadmissibles, avaient une valeur nominale de 72 000 dollars. En

raison de ces transactions, la valeur nominale des billets issus des PCAA détenus directement par la société ou indirectement par l'entremise de sa participation de 45 % dans la Société d'assurance vie MD Limitée (« Vie MD »), qui était de 78,9 millions de dollars au 30 septembre 2009, a été réduite à 77,0 millions de dollars au 31 décembre 2009.

Ce dernier montant fait cependant abstraction du fait que l'Industrielle Alliance a acquis en entier le portefeuille d'assurance vie individuelle de Vie MD en date du 31 décembre 2009 et, qu'au moment de cette acquisition, 55 % de la valeur résiduelle des anciens PCAA liés au portefeuille d'assurance vie de Vie MD, nette de l'effet des ajustements liés à la restructuration et des remboursements de capital reçus, a été ajoutée au bilan de l'Industrielle Alliance. Cela a entraîné une hausse de 14,0 millions de dollars de la valeur nominale des billets issus des PCAA auxquels l'Industrielle Alliance est exposée, portant celle-ci à 91,0 millions de dollars en date du 31 décembre 2009. Par ailleurs, la dévaluation globale due au risque de crédit prise pour les anciens PCAA, incluant l'incidence de l'acquisition du portefeuille d'assurance vie de Vie MD, s'élevait à 35,6 millions de dollars au 31 décembre 2009, ce qui équivaut à 39,1 % de la valeur nominale des billets issus des PCAA détenus. La société estime cette dévaluation adéquate dans les circonstances.

- Du côté des prêts hypothécaires, le taux de délinquance du portefeuille a augmenté légèrement, passant de 0,34 % au 30 septembre 2009 à 0,36 % au 31 décembre 2009. La hausse au cours du trimestre découle principalement d'une augmentation des prêts délinquants du côté des résidences unifamiliales, augmentation qui suit la même tendance que celle du marché des propriétés unifamiliales au Canada. Malgré cette hausse, la qualité du portefeuille de prêts liée aux résidences unifamiliales demeure de très bonne qualité.
- Le taux d'occupation des immeubles est pratiquement demeuré stable au cours du trimestre (94,3 % au 30 septembre 2009 et 94,4 % au 31 décembre 2009) et la valeur marchande du portefeuille immobilier dépasse toujours largement la valeur comptable (le ratio de la valeur marchande sur la valeur comptable se situait à 126,9 % au 31 décembre 2009, soit le même ratio qu'au 30 septembre 2009).
- Il y a eu très peu de changements au cours du dernier trimestre en ce qui touche les titres qui font les manchettes. La société ne détient notamment : aucun investissement dans le marché américain des prêts hypothécaires à haut risque, ni dans les constructeurs américains d'automobiles; aucun investissement dans des titres garantis par des sociétés de garanties financières; et un investissement de 25 millions de dollars dans des titres de sociétés financières au Royaume-Uni (incluant 3 millions de dollars dans des billets de capital).
- Par ailleurs, en ce qui concerne les moins-values liées à certains titres du portefeuille de placements, un sujet susceptible d'intéresser encore les marchés financiers, mentionnons les deux éléments suivants :
  - les moins-values non réalisées sur les titres de sociétés à revenu fixe classés « disponibles à la vente » s'élèvent à 14,5 millions de dollars au 31 décembre 2009, comparativement à 9,6 millions de dollars au 30 septembre 2009. Cette hausse provient de la reclassification d'un titre au cours du trimestre;
  - la valeur nominale des obligations dont la valeur marchande est inférieure à la valeur nominale de 20 % ou plus depuis six mois ou plus s'élève à 46,0 millions de dollars au 31 décembre 2009, comparativement à 54,4 millions de dollars au 30 septembre 2009. Ce chiffre, qui était constamment à la hausse depuis le début de la crise financière, avait atteint 111,5 millions de dollars au 30 juin 2009. Il est à noter que les moins-values non réalisées sur ces titres (mesurées selon la différence entre la valeur marchande et la valeur nominale) ont encore diminué au quatrième trimestre de 2009, passant de 17,3 millions de dollars au 30 septembre 2009 à 13,3 millions de dollars au 31 décembre 2009. La majeure partie de ces titres sont classés « détenus à des fins de transactions ».

Dans le contexte actuel des marchés financiers, la société continue de surveiller étroitement son portefeuille de placements et demeure à l'affût de tous les développements qui pourraient avoir une incidence, dans un sens ou dans un autre, sur la qualité de son portefeuille.

### Composition des placements

Le portefeuille de placements de la société est composé de diverses catégories d'actifs, dont les principales sont les obligations, les prêts hypothécaires, les actions et les immeubles. La répartition des placements par catégories d'actifs n'a subi aucun changement significatif au quatrième trimestre. La valeur totale des placements a cependant augmenté de 677,7 millions de dollars, passant de 15 812,5 millions de dollars au 30 septembre 2009 à 16 490,2 millions de dollars au 31 décembre 2009, pour une augmentation de 4 %. Celle-ci est principalement attribuable à l'achat de nouveaux titres obligataires au cours du trimestre ainsi qu'à l'appréciation du portefeuille d'actions, lequel a bénéficié de la croissance des marchés boursiers.

<b>Placements</b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 septembre 2009</b>	<b>31 décembre 2008</b>
Valeur comptable des placements	16 490,2	15 812,5	14 396,3
Répartition des placements par catégories d'actifs			
Obligations	57,1 %	57,1 %	55,2 %
Prêts hypothécaires	20,6 %	21,6 %	24,3 %
Actions	11,5 %	11,3 %	9,3 %
Immeubles	3,9 %	4,1 %	4,4 %
Autres	6,9 %	5,9 %	6,8 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %

### COTES DE CRÉDIT

Aucun changement n'a été apporté aux cotes de crédit de la société au cours du quatrième trimestre. Rappelons cependant que, le 30 septembre 2009, l'agence de notation Standard & Poor's a confirmé toutes les cotes de crédit, de même que la perspective, qu'elle attribue à l'Industrielle Alliance. Par ailleurs, les trois agences qui notent l'Industrielle Alliance ont attribué aux nouvelles actions privilégiées récemment émises par la société (émission de 100 millions de dollars conclue le 15 octobre 2009) les mêmes cotes qu'elles avaient attribuées aux actions privilégiées que la société avait émises antérieurement (ces cotes paraissent au tableau ci-dessous).

<b>Cotes de crédit de l'Industrielle Alliance</b>			
<b>Agence</b>	<b>Type d'évaluation</b>	<b>Cote</b>	<b>Perspective</b>
Standard & Poor's	Solidité financière	A+ (Strong)	Negative
	Cote de crédit de l'émetteur	A+ (Strong)	Negative
	Débitures subordonnées	A	--
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (« IATS ») (échelle mondiale)	A-	--
	Actions privilégiées (échelle mondiale)	A-	--
A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)	Stable
	Cote de crédit de l'émetteur	a+	Stable
	Débitures subordonnées	a-	Stable
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (« IATS »)	bbb+	Stable
	Actions privilégiées	bbb+	Stable
DBRS	Capacité de respecter ses engagements envers les assurés	IC-2	Stable
	Débitures subordonnées	A	Stable
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (« IATS »)	A (low)yn	Stable
	Actions privilégiées	Pfd-2 (high)n	Stable

## ACQUISITIONS

La société a conclu les deux acquisitions annoncées au quatrième trimestre.

### Fonds mutuels socialement responsables d'Inhance

Le 7 décembre 2009, Placements IA Clarington inc. (« IA Clarington »), une filiale en propriété exclusive de l'Industrielle Alliance, a annoncé la clôture d'une entente visant l'acquisition de certains actifs liés aux activités de fonds mutuels socialement responsables d'Inhance Investment Management Inc. (« Inhance »), une filiale en propriété exclusive de Vancouver City Savings Credit Union (« Vancity »).

Inhance est une société de gestion de fonds mutuels reconnue comme chef de file sur la scène des investissements socialement responsables (« ISR »). Les fonds ISR acquis représentent un actif sous gestion d'environ 92 millions de dollars. Quant à Vancity, il s'agit de l'une des plus importantes caisses d'épargne et de crédit au Canada, avec un actif de plus de 14 milliards de dollars, plus de 400 000 membres et 60 succursales de détail en Colombie-Britannique.

La majorité des fonds d'Inhance ont été fusionnés avec de nouveaux fonds ISR d'IA Clarington, qui seront offerts à l'échelle du pays par l'entremise du réseau d'IA Clarington et des succursales de Vancity. Les fonds ISR d'IA Clarington continueront par ailleurs à être gérés par l'équipe de placements d'Inhance.

L'entente prévoit également l'établissement d'une relation stratégique à long terme visant la distribution des fonds mutuels d'IA Clarington par l'entremise des succursales de Vancity.

Sur le plan stratégique, cette entente comporte de nombreux avantages pour l'Industrielle Alliance. Elle lui permet notamment de se lancer dans le marché des fonds socialement responsables, qui gagnent constamment en popularité; de se lancer dans ce marché avec une gamme de fonds reconnue et des gestionnaires chevronnés; et d'avoir accès à un nouveau réseau de distribution, composé de conseillers expérimentés dans l'Ouest canadien.

### Portefeuille d'assurance vie individuelle de Vie MD

L'Industrielle Alliance a conclu l'acquisition du portefeuille d'assurance vie individuelle de la Société d'assurance vie MD Limitée (« Vie MD »). L'acquisition a pris effet le 31 décembre 2009. Le prix d'acquisition s'élève à 9 millions de dollars.

Vie MD est une société d'assurance de personnes qui offre des produits d'assurance vie et de rentes aux médecins canadiens. Elle est la propriété à 55 % de Services aux médecins MD Inc., une entreprise de l'Association médicale canadienne, et à 45 % de l'Industrielle Alliance.

Le portefeuille d'assurance vie acquis comprend plus de 8 800 polices et avenants, qui ont généré un revenu de primes de 72 millions de dollars en 2009. Les polices acquises étaient déjà administrées par l'Industrielle Alliance.

Vie MD continuera par ailleurs à agir à titre de manufacturier du contrat de rente collective Fonds de revenu stable MD (le « fonds MDSIF »). Le fonds MDSIF continuera à être distribué par l'Agence d'assurance MD Limitée, une filiale de Services aux médecins MD Inc., et à être géré par l'Industrielle Alliance.

La transaction est assortie d'une entente de distribution qui prévoit que l'Agence d'assurance MD Limitée offrira aux médecins canadiens des produits d'assurance de l'Industrielle Alliance.

## VALEUR INTRINSÈQUE

La société a profité de la divulgation de ses résultats du quatrième trimestre pour publier sa valeur intrinsèque pour l'année 2009. Ainsi, au 31 décembre 2009, la valeur intrinsèque de l'Industrielle Alliance s'élevait à 3,0 milliards de dollars, soit à 36,89 \$ par action ordinaire, un sommet pour la société. Il s'agit d'une augmentation de 21,4 % par rapport à la valeur calculée au 31 décembre 2008, avant le paiement des dividendes aux actionnaires ordinaires, et de 18,3 %, après le paiement de ces dividendes. Le ratio de la valeur intrinsèque par rapport à la valeur comptable a pour sa part légèrement augmenté, passant de 1,54x au 31 décembre 2008 à 1,62x au 31 décembre 2009.

L'augmentation de la valeur intrinsèque s'explique principalement par :

- la remontée des marchés boursiers, qui a ajouté 8,6 % à la valeur intrinsèque (2,68 \$ par action ordinaire);
- la croissance normale de la valeur du bloc d'affaires en vigueur, qui a ajouté 6,1 % à la valeur intrinsèque (1,92 \$ par action ordinaire);
- la valeur des nouvelles ventes, qui a ajouté 4,9 % à la valeur intrinsèque (1,51 \$ par action ordinaire). La société continue ainsi de se démarquer par sa capacité à générer de nouvelles ventes rentables. La valeur intrinsèque des nouvelles ventes est particulièrement significative, car elle permet de juger de la rentabilité des produits et des services offerts par la société.

À noter que les éléments récurrents de la valeur intrinsèque, c'est-à-dire ceux à l'égard desquels la société exerce un certain contrôle (soit la croissance anticipée de la valeur intrinsèque et les nouvelles ventes), ont ajouté, au total, 11,0 % à la valeur intrinsèque en 2009 (3,43 \$ par action ordinaire). Depuis que la société calcule sa valeur intrinsèque, les éléments récurrents ont toujours fait progresser la valeur intrinsèque de plus de 10 %, ce qui est conforme aux attentes de la société dans un environnement normal.

Les changements d'hypothèses effectués relativement aux provisions mathématiques à la fin de l'année 2009 ainsi que l'augmentation du taux d'actualisation (de 6,50 % à 7,25 %) et du taux sans risque aux fins de calcul de la valeur intrinsèque (de 3,50 % à 4,25 %) n'ont eu aucune incidence significative sur la valeur intrinsèque en 2009. La société a utilisé, en 2009, le même taux d'actualisation et le même taux sans risque qu'en 2007, soit avant la crise financière. Ces changements d'hypothèses visent à refléter l'évolution de l'environnement économique actuel dans lequel la société exerce ses activités.

<b>Valeur intrinsèque</b>	<b>Valeur intrinsèque</b>	<b>Contribution à la valeur intrinsèque</b>	<b>Valeur intrinsèque par action ordinaire</b>
	(Millions \$)	(%)	(\$)
Valeur intrinsèque au 31 décembre 2008	2 510	--	31,26
Éléments récurrents			
Croissance anticipée de la valeur intrinsèque	154	6,1	1,92
Nouvelles ventes	121	4,9	1,51
Total partiel	275	11,0	3,43
Éléments non récurrents			
Gains (pertes) d'expérience – liés aux marchés boursiers	215	8,6	2,68
Gains (pertes) d'expérience – autres	47	1,8	0,58
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	(10)	(0,4)	(0,12)
Changements aux exigences de solvabilité	(2)	(0,1)	(0,03)
Acquisitions	7	0,3	0,08
Total partiel	257	10,2	3,19
Changements à la structure du capital	6	0,2	(0,01)
Variation totale de la valeur intrinsèque en 2009	538	21,4	6,61
Valeur intrinsèque au 31 décembre 2009, avant dividendes	3 048	--	37,87
Dividendes versés aux actionnaires ordinaires	(79)	(3,1)	(0,98)
Valeur intrinsèque au 31 décembre 2009	2 969	18,3	36,89

## OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT D' ACTIONS

Avec l'approbation de la Bourse de Toronto, le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a autorisé la société à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 18 février 2010 et le 17 février 2011, jusqu'à concurrence de 2 415 353 actions ordinaires, représentant approximativement 3 % de ses 80 511 771 actions ordinaires émises et en circulation au 10 février 2010.

En vertu de cette autorisation, les rachats s'effectueront au prix du marché, par l'entremise de la Bourse de Toronto, conformément aux règles et aux politiques de cette dernière. Les actions ordinaires ainsi rachetées seront annulées.

La moyenne quotidienne des opérations sur les actions ordinaires de la société a été de 189 797 à la Bourse de Toronto au cours des six derniers mois civils complets (la « moyenne quotidienne des opérations »). Considérant que la société peut racheter jusqu'à concurrence de 25 % de la moyenne quotidienne des opérations durant un jour de Bourse donné, elle peut donc racheter 47 449 actions ordinaires par jour.

L'Industrielle Alliance estime que le rachat de ses actions ordinaires représenterait une utilisation appropriée de ses fonds et serait dans le meilleur intérêt de la société et de ses actionnaires.

La société pourra, sous réserve d'avoir obtenu l'approbation préalable de la Bourse, passer des contrats sur produits dérivés dans le cours normal de ses activités, y compris des contrats à terme, en vertu desquels elle pourra acheter ses actions ordinaires.

En temps normal, la société utilise le programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités afin d'éliminer tout effet de dilution occasionné par l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions ou lors d'acquisition d'entreprises. Cependant, la société ne compte pas racheter ses actions pour éliminer l'effet de dilution occasionné par l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions tant que la situation financière au pays ne se sera pas totalement stabilisée.

Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire des documents déposés auprès de la Bourse de Toronto relativement à l'offre, en écrivant au secrétaire de l'Industrielle Alliance.

## **RACHAT D' ACTIONS**

Dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuellement en cours, qui a débuté le 18 février 2009 et qui prendra fin le 17 février 2010, la société n'a racheté, jusqu'à ce jour, aucune action ordinaire. La société n'anticipe pas faire de rachats au cours des jours qui restent avant l'échéance de la présente offre publique de rachat d'actions.

## **DÉCLARATION DE DIVIDENDE**

La solidité financière de la société a permis au conseil d'administration d'annoncer le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire, soit le même que celui annoncé au dernier trimestre. Ce dividende correspond à un ratio de distribution de 32 % du bénéfice sur les activités courantes (c'est-à-dire en excluant le gain résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent), ce qui se situe dans le haut de la fourchette cible de 25 % à 35 % visée par la société à moyen terme.

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires et les différentes catégories d'actions privilégiées de la société.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera payable au comptant le 15 mars 2010 à tous les actionnaires ordinaires inscrits le 19 février 2010.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série B. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2010 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 26 février 2010.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série C. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2010 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 26 février 2010.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3750 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série E. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2010 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 26 février 2010.

Notons par ailleurs que tous les dividendes versés par l'Industrielle Alliance sur ses actions ordinaires et privilégiées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sont des dividendes déterminés aux termes de la règle du crédit d'impôt bonifiée sur les dividendes contenue dans la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante. À moins d'indication contraire, tous les dividendes que versera désormais la société seront des dividendes déterminés conformément à cette règle.

## **MISE EN GARDE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **Mesures financières non conformes aux PCGR**

La société publie son information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). De plus, la société utilise, à l'occasion, certaines mesures financières non conformes aux PCGR – données ajustées ou données sur les activités courantes – touchant, notamment, le bénéfice, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont toujours clairement indiquées, accompagnées des mesures financières conformes aux PCGR et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. La société est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs et aux analystes financiers afin qu'ils puissent mieux comprendre les résultats financiers et effectuer une meilleure analyse du potentiel de croissance et de rentabilité de la société. Ces mesures financières non conformes aux PCGR présentent une autre façon d'évaluer des aspects des activités de la société et peuvent faciliter la comparaison des résultats d'une période par rapport à une autre. Comme les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par d'autres sociétés. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit. À noter que les données relatives au ratio de solvabilité, à la valeur intrinsèque et à la valeur ajoutée des ventes, ainsi que, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les données ajustées ou les données sur les activités courantes ne sont pas assujetties aux PCGR.

### **Énoncés prospectifs**

Ce communiqué peut contenir des énoncés prospectifs sur les activités, les objectifs et les stratégies de l'Industrielle Alliance, ainsi que sur la situation financière de la société et son rendement. De façon générale, on peut reconnaître, mais pas toujours, la nature prospective de tels énoncés à l'usage de mots tels que « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « être d'avis », « continuer » ou d'autres expressions semblables, dans leur forme affirmative, négative ou conditionnelle. Sauf indication contraire, toute information prospective présentant des résultats prospectifs sur les activités, la situation financière ou les flux de trésorerie a été approuvée par la direction à la date du présent communiqué. Les énoncés prospectifs comportent des risques ainsi que des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de l'Industrielle Alliance s'écartent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs exprimés ou suggérés dans les énoncés prospectifs. Parmi les facteurs susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels et les résultats prévisionnels de la société, mentionnons l'évolution de la réglementation gouvernementale ou des lois fiscales, la concurrence, l'évolution technologique, les marchés financiers mondiaux, les taux d'intérêt, l'évolution des données démographiques, les fluctuations de la demande et les changements de comportement des consommateurs à l'égard des produits et des services de la société, la survenance d'événements catastrophiques et les conditions économiques générales au Canada ou ailleurs dans le monde. Les lecteurs trouveront une description des facteurs importants qui pourraient influencer sur les énoncés prospectifs dans le rapport de gestion du plus récent rapport annuel de l'Industrielle Alliance. Cette liste de facteurs ne contient pas tous ceux qui pourraient avoir une influence sur quelque énoncé prospectif que ce soit de l'Industrielle Alliance. Ces facteurs et d'autres doivent être analysés de près et les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de l'Industrielle Alliance. Lorsque des énoncés prospectifs sont par ailleurs donnés à titre indicatif sur les résultats financiers futurs de l'Industrielle Alliance, ils ont pour but d'aider les investisseurs à comprendre l'incidence des plans et des objectifs actuels de la société sur son bénéfice. La société peut

également faire part d'objectifs de temps à autre. Un objectif doit être interprété comme un énoncé sur les buts visés par la direction dans sa gestion de la société, et non comme une prévision que l'objectif sera atteint. L'Industrielle Alliance ne s'engage nullement à réviser ces énoncés prospectifs ni à en publier une mise à jour pour tenir compte d'événements, de circonstances ou de faits postérieurs à la date du présent communiqué, qu'ils soient prévisibles ou non, à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables.

### **Documents relatifs aux résultats financiers**

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de l'Industrielle Alliance sont disponibles sur le site Internet de la société, à l'adresse [www.inalco.com](http://www.inalco.com), dans la section *Relations avec les investisseurs*, sous *Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la société sur le site SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), de même que dans la notice annuelle de la société, que l'on peut trouver sur le site de la société ou sur le site SEDAR.

### **Conférence téléphonique**

La direction tiendra une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société le vendredi 12 février 2010, à 14 h (HNE). Pour écouter la conférence téléphonique, il suffira de composer le 1 800 933-2547 (sans frais). La conférence téléphonique sera également disponible en différé, pendant une semaine, à compter de 16 h 30 le vendredi 12 février 2010. Pour écouter la conférence téléphonique en différé, il suffira de composer le 1 800 558-5253 (sans frais) et d'entrer le code d'accès 21449085. Une webdiffusion de la conférence téléphonique (en mode audio seulement) sera également disponible à partir du site de l'Industrielle Alliance, à l'adresse [www.inalco.com](http://www.inalco.com), de même qu'à partir du site de CNW, à l'adresse [www.cnw.ca](http://www.cnw.ca).

### **À propos de l'Industrielle Alliance**

Fondée en 1892, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. est une société d'assurance de personnes qui offre une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de REER, de fonds mutuels et de fonds distincts, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Quatrième société d'assurance de personnes en importance au Canada, l'Industrielle Alliance est à la tête d'un grand groupe financier, présent dans toutes les régions du pays, de même qu'aux États-Unis. L'Industrielle Alliance contribue au mieux-être financier de plus de 3 millions de Canadiens et de Canadiennes, emploie plus de 3 400 personnes et administre et gère un actif de plus de 58 milliards de dollars. Le titre de l'Industrielle Alliance est inscrit à la Bourse de Toronto, sous le symbole IAG. L'Industrielle Alliance compte parmi les 100 sociétés publiques les plus importantes au Canada.

### **Notes**

- 1) Les ventes (nouvelles affaires) sont définies de la façon suivante pour chacun des secteurs d'activité : Assurance individuelle : primes annualisées de première année; Gestion de patrimoine individuel : primes pour le fonds général et les fonds distincts et dépôts pour les fonds mutuels; Assurance collective pour les régimes d'employés : primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (contrats de services administratifs seulement); Assurance collective des débiteurs : primes brutes (primes avant réassurance); Assurance collective pour les marchés spéciaux (« SMG ») : primes; Rentes collectives : primes.

- 30 -

**Information :** Jacques Carrière  
 Vice-président, Relations avec les investisseurs  
 Tél. bureau : 418 684-5275  
 Cellulaire : 418 576-3624  
 Courriel : [jacques.carriere@inalco.com](mailto:jacques.carriere@inalco.com)  
 Site Internet : [www.inalco.com](http://www.inalco.com)

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 31 décembre		Périodes de douze mois terminées les 31 décembre	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
	(non vérifié)			
<b>Produits</b>				
Primes	1 191	1 007	4 152	4 282
Revenu net de placements	99	(44)	1 302	(188)
Honoraires et autres produits	94	81	361	371
	1 384	1 044	5 815	4 465
<b>Prestations sur contrats et charges</b>				
Paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires	496	486	1 928	1 950
Transfert net aux fonds distincts	454	235	1 299	1 347
Participations, ristournes et intérêts sur sommes en dépôt	16	13	56	62
Variation des provisions mathématiques	65	229	1 194	53
	1 031	963	4 477	3 412
Commissions	145	142	528	545
Taxes sur primes et autres taxes	16	16	63	62
Frais généraux	108	90	400	358
Charges de financement	4	(11)	64	(4)
	1 304	1 200	5 532	4 373
<b>Bénéfice avant impôts</b>	80	(156)	283	92
Moins : impôts	10	(48)	64	17
<b>Bénéfice net</b>	70	(108)	219	75
Moins : bénéfice net attribué aux contrats avec participation	(2)	---	(1)	3
<b>Bénéfice net attribué aux actionnaires</b>	72	(108)	220	72
Moins : dividendes sur actions privilégiées	4	2	14	6
<b>Bénéfice net disponible aux actionnaires ordinaires</b>	68	(110)	206	66
<b>Bénéfice par action ordinaire (en dollars)</b>				
de base	0,84	(1,37)	2,56	0,82
dilué	0,83	(1,37)	2,55	0,82

## BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008	Au 30 septembre 2009
	\$	\$	\$
			(non vérifié)
<b>Actif</b>			
<b>Placements</b>			
Obligations	9 410	7 942	9 030
Prêts hypothécaires	3 405	3 508	3 412
Actions	1 896	1 340	1 785
Immeubles	649	630	644
Avances sur contrats	381	320	374
Trésorerie et équivalents de trésorerie	382	259	199
Autres placements	367	397	368
	16 490	14 396	15 812
Autres éléments d'actif	646	547	636
Actifs incorporels	375	357	361
Écart d'acquisition	116	115	111
<b>Actif total du fonds général</b>	<b>17 627</b>	<b>15 415</b>	<b>16 920</b>
<b>Actif net des contrats de fonds distincts</b>	<b>11 450</b>	<b>8 924</b>	<b>10 970</b>
<b>Passif</b>			
<b>Passifs relatifs aux polices</b>			
Provisions mathématiques	13 392	11 853	12 923
Provisions pour participation aux bénéfices et bonifications	60	56	49
Prestations payables et provisions pour sinistres non déclarés	139	156	148
Sommes des contrats en dépôt	212	185	205
	13 803	12 250	13 325
Autres éléments de passif	772	648	678
Impôts futurs	339	236	340
Gains nets réalisés	9	10	9
Déventures	520	386	524
Comptes des contrats avec participation	26	27	28
	15 469	13 557	14 904
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	871	765	767
Surplus d'apport	22	19	22
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	1 265	1 074	1 227
	2 158	1 858	2 016
<b>Passif et capitaux propres totaux du fonds général</b>	<b>17 627</b>	<b>15 415</b>	<b>16 920</b>
<b>Passif des contrats de fonds distincts</b>	<b>11 450</b>	<b>8 924</b>	<b>10 970</b>

Périodes de douze mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008  
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

### Information sectorielle

La société exerce principalement ses activités dans un grand secteur, celui de l'assurance de personnes, et offre des produits d'assurance de personnes individuels et collectifs, des régimes d'épargne et de retraite et des fonds distincts. La société exerce aussi des activités de fonds mutuels, de courtage en valeurs mobilières et de fiducie. Ces dernières activités sont principalement liées au secteur de la gestion de patrimoine individuel et sont présentées sous ce secteur avec les rentes individuelles. La société exerce ses activités principalement au Canada et les activités hors Canada ne sont pas significatives.

### Résultats sectoriels

	Trimestre terminé le 31 décembre 2009					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Produits</b>						
Primes	241	401	245	267	37	1 191
Revenu net de placements	28	22	12	35	2	99
Honoraires et autres produits	(5)	85	3	7	4	94
	264	508	260	309	43	1 384
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	65	77	176	235	24	577
Transfert net aux fonds distincts	---	344	---	110	---	454
Commissions, frais généraux et autres charges	101	84	67	8	13	273
	166	505	243	353	37	1 304
Bénéfice avant impôts	98	3	17	(44)	6	80
Moins : impôts	19	1	3	(15)	2	10
Bénéfice net avant répartition des autres activités	79	2	14	(29)	4	70
Répartition des autres activités	4	---	---	---	(4)	---
<b>Bénéfice net</b>	83	2	14	(29)	---	70
Attribué aux actionnaires	85	2	14	(29)	---	72
Attribué aux contrats avec participation	(2)	---	---	---	---	(2)

	Trimestre terminé le 31 décembre 2008					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Produits</b>						
Primes	234	236	246	258	33	1 007
Revenu net de placements	(124)	24	20	36	---	(44)
Honoraires et autres produits	1	70	2	6	2	81
	111	330	268	300	35	1 044
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	179	63	193	270	23	728
Transfert net aux fonds distincts	---	192	---	43	---	235
Commissions, frais généraux et autres charges	92	65	63	7	10	237
	271	320	256	320	33	1 200
Bénéfice avant impôts	(160)	10	12	(20)	2	(156)
Moins : impôts	(47)	2	4	(6)	(1)	(48)
Bénéfice net avant répartition des autres activités	(113)	8	8	(14)	3	(108)
Répartition des autres activités	3	---	---	---	(3)	---
<b>Bénéfice net</b>	(110)	8	8	(14)	---	(108)
Attribué aux actionnaires	(110)	8	8	(14)	---	(108)
Attribué aux contrats avec participation	---	---	---	---	---	---

\* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies

Périodes de douze mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008  
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

## Information sectorielle (suite)

## Résultats sectoriels (suite)

	Période de douze mois terminée le 31 décembre 2009					
	Individuel		Collectif			Total
	Vie et maladie	Gestion de patrimoine	Vie et maladie	Rentes	Autres activités*	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Produits</b>						
Primes	938	1 271	963	840	140	4 152
Revenu net de placements	838	112	89	257	6	1 302
Honoraires et autres produits	5	304	9	29	14	361
	1 781	1 687	1 061	1 126	160	5 815
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	1 165	357	739	821	96	3 178
Transfert net aux fonds distincts	---	999	---	300	---	1 299
Commissions, frais généraux et autres charges	404	290	275	35	51	1 055
	1 569	1 646	1 014	1 156	147	5 532
Bénéfice avant impôts	212	41	47	(30)	13	283
Moins : impôts	47	12	12	(12)	5	64
Bénéfice net avant répartition des autres activités	165	29	35	(18)	8	219
Répartition des autres activités	8	---	---	---	(8)	---
<b>Bénéfice net</b>	173	29	35	(18)	---	219
Attribué aux actionnaires	174	29	35	(18)	---	220
Attribué aux contrats avec participation	(1)	---	---	---	---	(1)

	Période de douze mois terminée le 31 décembre 2008					
	Individuel		Collectif			Total
	Vie et maladie	Gestion de patrimoine	Vie et maladie	Rentes	Autres activités*	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Produits</b>						
Primes	921	1 161	957	1 115	128	4 282
Revenu net de placements	(434)	84	62	103	(3)	(188)
Honoraires et autres produits	2	319	9	28	13	371
	489	1 564	1 028	1 246	138	4 465
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	187	225	699	859	95	2 065
Transfert net aux fonds distincts	---	978	---	369	---	1 347
Commissions, frais généraux et autres charges	347	274	272	29	39	961
	534	1 477	971	1 257	134	4 373
Bénéfice avant impôts	(45)	87	57	(11)	4	92
Moins : impôts	(18)	24	14	(4)	1	17
Bénéfice net avant répartition des autres activités	(27)	63	43	(7)	3	75
Répartition des autres activités	3	---	---	---	(3)	---
<b>Bénéfice net</b>	(24)	63	43	(7)	---	75
Attribué aux actionnaires	(27)	63	43	(7)	---	72
Attribué aux contrats avec participation	3	---	---	---	---	3

\* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies

Périodes de douze mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008  
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

## Information sectorielle (suite)

## Actif sectoriel du fonds général

	Au 31 décembre 2009					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Actif</b>						
Placements	9 274	2 128	1 607	3 128	353	16 490
Autres éléments d'actif	242	178	99	42	85	646
Actifs incorporels	49	322	3	1	---	375
Écart d'acquisition	55	41	20	---	---	116
<b>Total</b>	<b>9 620</b>	<b>2 669</b>	<b>1 729</b>	<b>3 171</b>	<b>438</b>	<b>17 627</b>

	Au 31 décembre 2008					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Actif</b>						
Placements	7 915	1 776	1 488	2 981	236	14 396
Autres éléments d'actif	158	147	83	47	112	547
Actifs incorporels	42	312	2	1	---	357
Écart d'acquisition	49	46	20	---	---	115
<b>Total</b>	<b>8 164</b>	<b>2 281</b>	<b>1 593</b>	<b>3 029</b>	<b>348</b>	<b>15 415</b>

	Au 30 septembre 2009 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Actif</b>						
Placements	8 683	1 953	1 712	3 166	298	15 812
Autres éléments d'actif	219	172	98	45	102	636
Actifs incorporels	46	311	3	1	---	361
Écart d'acquisition	46	45	20	---	---	111
<b>Total</b>	<b>8 994</b>	<b>2 481</b>	<b>1 833</b>	<b>3 212</b>	<b>400</b>	<b>16 920</b>

\* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies